

SECRETARIAT GENERAL
Service Affaires Juridiques et Assurances
SC/SK

**ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT DÉLÉGATION DES FONCTIONS D'OFFICIER DE
L'ÉTAT-CIVIL, DE DÉLÉGATION DE SIGNATURE ET D'HABILITATIONS**

N° 2023-SJ-24

Le Maire de la Ville de Metz

VU le code général des collectivités territoriales pris notamment en ses articles L.2122-30, L.2122-32
R.2122-8 et R.2122-10 ;

VU le code électoral ;

VU le code civil ;

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles R.142-43
et R. 142-45 ;

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11
octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

VU le décret d'application n°2018-343 du 9 mai 2018 portant création du traitement automatisé de
données à caractère personnel permettant la gestion du répertoire électoral unique pris en
application des dispositions du I de l'article 2 et de l'article 7 de la loi n°2016-1048 du 1^{er} août
2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales ;

CONSIDÉRANT que, dans un souci de bonne administration locale, il est nécessaire d'ajuster la
délégation de fonction et de signature donnée à Madame Martine HAMANN, Adjoint
Administratif, en matière d'état civil.

ARRÊTE :

Article 1 : Le fonctionnaire titulaire ci-après désigné de l'Administration Municipale de Metz :
Madame Martine HAMANN, Adjoint Administratif Territorial, reçoit délégation
d'exercer, en notre lieu et place concurremment avec Nous les fonctions d'Officier de
l'Etat Civil afférentes à la délivrance de toutes copies ou extraits, quelle que soit la nature
des actes d'état civil.

Article 2 : Madame Martine HAMANN reçoit également délégation de signature, en l'absence ou en
cas d'empêchement des Adjointes au Maire, pour la certification matérielle et conforme
des pièces et documents présentés à cet effet ainsi que la légalisation de toute signature
apposée en sa présence par un administré connu d'elle ou accompagné de 2 témoins
connus.

Article 3 : En vue d'instruire les demandes de validation des attestations d'accueil qui lui sont
présentées, Madame Martine HAMANN est, en vertu de l'article R. 142-45 du code de
l'entrée et du séjour et du droit d'asile susvisé, habilitée à accéder, dans le cadre de ses
fonctions, aux données personnelles contenues dans les traitements automatisés y afférent
mis en place par la commune de Metz.

Article 4 : Madame Martine HAMANN est habilitée également à accéder, dans le cadre de ses fonctions, à tout ou partie des données à caractère personnel et informations enregistrées dans le système de gestion du répertoire électoral unique (R.E.U.) pour l'application des I et II de l'article L.18 du code électoral et pour les seules données et informations nécessaires à la gestion des listes électorales de la Ville de Metz.

Article 5 : En application du décret 2014-90 du 31 janvier 2014 précité, si Madame Martine HAMANN venait à estimer se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle doit, en tant que titulaire d'une délégation informer Madame la Directrice Générale des Services par écrit de l'éventualité de la situation de conflits d'intérêts à laquelle elle peut être confrontée en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 6 : L'arrêté n° 2020-SJ-42 en date du 6 juillet 2020 au profit de Madame Martine HAMANN est abrogé.

Article 7 : Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié et pourra faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter des formalités de publicité et sera notifié à l'intéressée. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Metz est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise au Préfet ainsi qu'au Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire.

Fait à Metz, le 17 MAI 2023

Notifié le :
Signature de l'Agent

Le Maire :



François GROSDIDIER
Maire de Metz
Président de l'Eurométropole de Metz
Vice-Président de la Région Grand Est
Membre Honoraire du Parlement